

Le coprésident sénateur CROLL: Avez-vous d'autres questions sénateur McGrand?

Le sénateur McGRAND: J'ai fini, mais je n'ai pas encore ma réponse.

M. BOULANGER: Quand le témoin a répondu à ma question relative aux choses que les gens devrait acheter, il a répondu qu'il s'agissait d'acheter une automobile en rapport avec son confort personnel, et qu'une auto qui coûte \$6,000 ou \$7,000 est tout aussi bonne aux fins de l'acheteur qu'une auto de \$3,000. Les uns préfèrent avoir deux autos au lieu d'une, ou peut-être une auto de \$3,000 au lieu de \$6,000. Chacun choisit pour lui-même.

Le coprésident sénateur CROLL: Pour faire suite à une à une question posée par le sénateur Thorvaldson, qui n'a peut-être pas été rapportée clairement, et puis que vous possédez une expérience qui semble se rapporter à la question, pourriez-vous nous dire, monsieur le professeur, pour permettre à un profane de comprendre, qu'est-ce qui empêche la Grande-Bretagne de se joindre au Marché commun? Bref, nous sommes un peu déroutés. Pourquoi l'exclut-on, ou tente-t-on de l'exclure?

M. THÜR: Le problème majeur en Angleterre aujourd'hui, c'est que l'Angleterre est un organisme socialiste. C'est un organisme très puissant de syndicats, et pour avoir une politique du revenu efficace, il faut quelque chose d'efficace en comparaison avec les autres pays, parce qu'il n'y a pas de standards absolus en science économique. On peut se laisser bernier par l'économique, mais pas plus que le voisin. La Grande-Bretagne aujourd'hui s'attend à ce que le marché commun lui fournissent la concurrence qui lui manque, une concurrence de la part de l'Allemagne, l'Italie, la France; elle pourrait ainsi contenir les hausses de prix et de salaires plus efficacement qu'elle ne le peut dans la situation actuelle. L'organisation de la Grande-Bretagne n'est pas très efficace, dans un certain sens, parce que la Suède et le Portugal et l'Autriche ne sont pas de véritables concurrents pour les denrées anglaises. Alors je crois que si l'industrie anglaise se joignait au Marché commun elle aurait une concurrence plus sérieuse qu'elle n'a aujourd'hui.

Le coprésident sénateur CROLL: Alors pourquoi la Grande-Bretagne lutte-t-elle pour obtenir une position qui, quant à la concurrence, sera très difficile?

M. THÜR: Une position très difficile, mais c'est peut-être la seule façon d'avoir un bon rendement économique. On peut avoir toutes sortes d'économies quand on est complètement protégé, mais le rendement peut être très insuffisant.

Le coprésident sénateur CROLL: Le but alors serait de rendre leur propre économie plus concurrentielle?

M. THÜR: Cela obligerait leur économie à être plus concurrentielle.

Le coprésident sénateur CROLL: Pourquoi, dans ce cas, la France s'y oppose-t-elle?

M. THÜR: Il y a certains problèmes dans le Marché commun, et il y en aurait particulièrement si la Grande-Bretagne y participait, parce que la Grande Bretagne est une puissance mondiale et possède des liens mondiaux et elle ne peut pas participer au Marché commun sans poser des conditions très précises. Par rapport à ces conditions précises, la France peut-être ne serait pas d'accord.

Le coprésident sénateur CROLL: La France a-t-elle le droit de veto, ou toutes les puissances ont-elles le droit de veto?

M. THÜR: Elles ont toutes le droit de veto.

Le coprésident sénateur CROLL: Ainsi, le Danemark aurait le droit de veto?

M. THÜR: Non, le Danemark ne fait pas partie du Marché commun.

Le coprésident sénateur CROLL: La Suède fait-elle partie du Marché commun?